

LA VIE PERI-URBAINE

Bruno DURIEZ et Marc FOURDRIGNIER (1)

La péri-urbanisation des vingt dernières années brouille les frontières entre le rural et l'urbain. L'histoire montre que cette distinction, toujours bien inscrite dans les esprits et toujours en vigueur dans nombre d'analyses, est mise en question depuis longtemps déjà. Les relations sociales dans un village de la région lilloise et leur évolution ont pu être analysées en distinguant deux types de sociétés. La tendance à la spécialisation et à la fragmentation des relations locales est contrecarrée par l'effort permanent de constitution d'une identité locale.

« Il faut construire les villes à la campagne », proposait Alphonse Allais dès la fin du XIX^e siècle pour résoudre les problèmes urbains de son époque. L'évolution récente des campagnes françaises semble lui donner raison. L'urbanisation des campagnes s'est opérée avec le développement des vacances et des résidences secondaires. Elle s'est faite également dans les villages des régions déjà fortement urbanisées par la construction de nombreux lotissements et par l'accueil d'une population d'origine urbaine. A l'exode de la campagne vers les villes a succédé un exode des villes vers la campagne. Ce mouvement a connu une très grande amplitude durant les vingt dernières années.

Le développement péri-urbain marque le renversement d'un mouvement séculaire. A l'exode rural permanent depuis le XIX^e siècle (et au delà), succède un reflux des citadins hors des agglomérations à partir du début des années 70 (2). Le département du Nord n'échappe pas à ce mouvement (3). De 1975 à 1982, alors que la population du département stagne, les agglomérations se dépeuplent et les campagnes s'urbanisent rapidement. Ce sont les communes de 1000 à 2000 habitants qui sont les plus marquées par cette transformation. Le village dont il sera question dans cet article, Ennevelin, situé à une quinzaine de kilomètres de Lille - 1000 habitants en 1968 - est tout à fait exemplaire de cette évolution récente des villages péri-urbains de la région (4).

La création de néologismes donne à penser que nos mots ne suffisent plus (5). Certains proposent de qualifier ce processus de rurbanisation (6), d'autres d'urbanisation périphérique (7) ou de péri-urbanisation. Un point commun à toutes ces approches : la ville. Si pour Gérard Bauer, la rurbanisation est une forme de croissance urbaine (8), pour Jacques Brun, elle est le résultat d'un processus de l'urbanisation périphérique, le composé de deux modes de vie, le rural et l'urbain.

Car si l'opposition entre rural et urbain permet de classer les paysages en deux types plus ou moins bien définis, elle caractérise communément aussi, et peut-être surtout, deux modes de vie. Les modifications du paysage rural mettent en question les oppositions traditionnelles entre la ville et la campagne : « il est plus utile de considérer ces termes comme les deux pôles d'un axe au long duquel se déploie un continuum de positions » (9). Les frontières sont floues (ne l'ont-elles pas toujours été?) et « la société

villageoise devient pour un nombre toujours plus grand de sujets, une scène sociale secondaire, complémentaire de la scène urbaine ; la campagne redéfinie comme cadre « naturel » est de plus en plus conçue comme une sorte d'équipement urbain » (10). Si l'on considère que c'est dans le cadre de l'exercice de sa profession que l'individu acquiert principalement son statut d'acteur social, la campagne, lieu de résidence et ou de loisir, est bien ce lieu secondaire. Mais cette formule ne rend pas nécessairement compte de la façon dont les gens vivent cette pluralité de lieux d'existence. Beaucoup se représentent leur lieu de résidence comme le plus important. A l'inverse, les catégories traditionnelles de la population rurale ont investi la ville et en ont adopté les normes d'existence.

Il est de plus en plus clair que la distinction entre ville et campagne manque de pertinence pour rendre compte des différences de modes de vie et de leurs transformations (11). Cependant cette opposition continue de marquer les esprits et la façon dont on fait l'histoire. Dans un premier temps, il importe donc de mesurer l'importance des phénomènes d'urbanisation de la campagne et de les situer dans le temps. On essaiera ensuite de caractériser les transformations de l'organisation de la vie villageoise pour enfin examiner les représentations que s'en donnent les habitants.

1. L'urbanisation du village.

Quand on parcourt les villages des zones péri-urbaines, on ne peut qu'être frappé par la multiplication des constructions neuves, le plus souvent dans le cadre de lotissements. Il en est ainsi à Ennevelin. La construction de logements, très faible depuis des décennies, y a connu un essor important depuis le début des années 70, sous la forme de plusieurs petits lotissements (12). Elle a pour conséquence, à l'échelle du village, une forte augmentation de la population locale (22% de 1975 à 1982). D'environ 1000 habitants à la fin des années 60, la population atteint les 1500 habitants au début des années 80.

Ce développement est le résultat de l'arrivée de la ville de familles attirées par le village, à un moment où change le regard sur la campagne (13), et par l'accession à la propriété fortement encouragée dès 1970 (14). Venir habiter au village c'est à la fois exprimer la volonté d'échapper à la proximité d'autres catégories de population dans les grands ensembles urbains et, en même temps, exprimer l'impossibilité d'accéder aux banlieues résidentielles ou aux quartiers prestigieux de la grande ville (15). Le solde migratoire, négatif à Ennevelin jusque dans les années 60, devient positif en 1970 (16) et la population se renouvelle à plus de 50 % entre 1968 et 1982 (17).

La présentation fréquente de ce bouleversement donne souvent lieu à une illusion rétrospective. Selon celle-ci, on serait passé dans les années 70 de la situation d'un village rural, ou plutôt agricole, isolé, à celle d'un village péri-urbain, peuplé de rurbains. D'une situation stable, immobile (18), on serait passé à une situation de changement. Or le tournant des années 70 n'est pas la première période de rupture qu'a connue le village. En 1970, le village n'est plus depuis longtemps déjà un village essentiellement agricole et il entretient depuis longtemps des relations intenses et suivies avec l'extérieur.

Une première rupture importante peut être située dans les années 1880. Elle a modifié profondément la structure sociale du village. A ce moment la population agricole diminue. Les ouvriers libérés par l'agriculture vont travailler dans l'industrie, dans le bassin minier ou dans les usines de la banlieue lilloise. La création de nouveaux moyens de communication, en particulier de voies de chemin de fer de Lille à

Valenciennes et de Pont-à-Marcq à Lens rend possibles les migrations alternantes et freine donc l'exode rural. « La campagne sert déjà de réserve résidentielle et non plus seulement démographique » (19). Au même moment, l'introduction de la confection à domicile (20) rend possible le remplacement du travail agricole des femmes par une autre activité sans nécessiter leur déplacement journalier ou définitif vers l'usine. Cette organisation dominera tout au long du XX^e siècle. Dès ce moment, le groupe ouvrier constitue le groupe local le plus important (21).

Une seconde grande rupture va se produire dans les années 50. Au même moment et sur quelques années on observe la fin du travail agricole salarié et la fin de la confection à domicile. L'agriculture locale se concentre (le nombre d'exploitations diminue de 40%), elle se mécanise (avec la multiplication des tracteurs) et elle utilise de moins en moins de main d'oeuvre (il y a quatre fois moins d'ouvriers agricoles en 1955 qu'en 1929). Dans ces mêmes années, disparaît la confection à domicile qui, avant guerre, occupait 23% de la population active. Les femmes partent alors travailler à l'usine dans les bourgs voisins ou cessent toute activité professionnelle.

A chacune de ces deux grandes ruptures dans l'histoire du village correspond une accélération de l'ouverture du village vers l'extérieur. Ainsi l'endogamie (22) diminue depuis le début du siècle. En 1906, sur 100 couples vivant à Ennevelin, 45 sont constitués d'un homme et d'une femme nés tous deux dans la commune ; en 1982, cette proportion est passée à 6,5%. De même, la part de la population locale née au village diminue régulièrement jusqu'à la fin des années 60 (au début du siècle, quatre habitants sur cinq sont nés dans la commune ; vers 1960, un peu plus d'un habitant sur deux en est originaire). Elle décroît fortement depuis (en 1982, un habitant sur trois est né dans le village). De la même façon, la composition des groupes domestiques se transforme profondément. La cohabitation sous un même toit entre plusieurs générations ou entre plusieurs unités familiales disparaît progressivement et, en 1982, les groupes domestiques ne sont plus composés, pour 95% d'entre eux, que de couples avec leurs enfants ou de personnes seules (il ne s'agissait en 1936 que de 70% des groupes domestiques).

L'urbanisation entamée dans les années 70 marque bien une troisième rupture importante dans l'histoire de ce village. La venue d'une population nouvelle va modifier la composition sociale de la population locale. Les nouveaux venus appartiennent en effet dans leur majorité aux couches intermédiaires salariées. Ce phénomène est accru par la poursuite de la diminution de la population agricole (de la moitié entre 1968 et 1982) et par le début du déclin de la population ouvrière (-18% de 1968 à 1982). Ces deux groupes traditionnellement dominants, qui constituaient en 1968 les deux tiers de la population active, n'en représentent qu'un peu plus du tiers en 1982. A l'inverse, les groupes des couches moyennes salariées, peu représentés jusqu'à il y a peu, se sont considérablement accrus. On retrouve dans cette évolution de la composition sociale de la population villageoise un écho nettement accentué de l'évolution générale de la population française.

Changement physique du village, changement social également. On peut penser que ces transformations n'ont pas été sans conséquences sur l'organisation de la vie locale et sur les rapports qu'entretennent entre eux les habitants du village. Dans un premier temps nous avons pensé que la venue d'une population nouvelle, jeune, d'origine citadine, les « rurbains », apportant avec elle ses modèles de consommation, ses références culturelles, allait bouleverser le cadre traditionnel de relations de la population ancienne. Il a fallu reconnaître que les choses n'étaient pas aussi simples.

2. Spécialisation de l'espace, spécialisation des relations.

L'opposition rural-urbain double fréquemment la distinction entre société traditionnelle et société industrielle. On a pu ainsi définir la structure sociale de la société traditionnelle par trois éléments : « l'action prescrite, l'institutionnalisation de la tradition et les institutions indifférenciées » et, à l'inverse, la société industrielle par « l'action élective, l'institutionnalisation du changement et la spécialisation croissante des institutions » (23). Dans la première, les relations sont contraintes, globales et indifférenciées, dans la seconde, elles sont choisies, fragmentées et spécialisées. Cette distinction permet, dans un premier temps du moins, de bien décrire l'évolution de la société locale. Mais cette distinction entre deux types -ou deux modèles- de collectivités permet surtout d'analyser les relations passées et actuelles au village.

Le modèle de la vie villageoise traditionnelle implique l'unité de lieu de l'existence : le village est en même temps lieu de résidence, de travail, de relations et de distraction. Les relations qu'ont entre eux les villageois sont globales et prescrites. Quels que soient le moment et le lieu, on ne peut faire abstraction des autres occasions de rencontre : on retrouve les mêmes personnes au magasin, au bistrot, au club de football ou à l'église. Il y a le plus souvent congruence, ou tout au moins large recouvrement, entre la parenté, le voisinage et le travail. Ceci est vrai pour les réseaux de relations d'agriculteurs mais aussi pour les réseaux d'ouvriers. Ces relations ont un caractère obligatoire : il est impossible d'ignorer son voisin (« on doit dire bonjour à tout le monde »). L'échange y est généralisé et l'identité des échangistes est au moins aussi importante que la nature du bien ou du service échangé. La contrepartie de celui-ci peut être monétaire mais elle ne lui est pas liée par une stricte équivalence ; elle peut être différée et elle est souvent même indirecte. Cette organisation des relations locales n'implique pas nécessairement une vie harmonieuse et sans conflits : « cette image intime et cohérente qui séduit les urbains d'aujourd'hui, surtout les jeunes, n'était qu'une face de la réalité. La violence des rapports sociaux nous est connue par les comptes rendus des gendarmes et des procès que les historiens commencent à étudier. Vivre constamment sous l'oeil des autres, s'amuser des rumeurs et des ragots, c'était aussi les subir » (24). Les jeunes expriment parfois violemment le refus de cette contrainte qui leur pèse. Dans ce cadre, les conflits sont eux aussi totaux, globaux (« on ne se parle plus ») et, à l'extrême, imposent le départ du village (25).

La présence au village des rurbains marque l'introduction d'un autre modèle de relations sociales locales, caractérisé par le choix par les habitants de leurs relations, et, plus généralement, par la fragmentation et la spécialisation des relations. La fonction de l'espace villageois se limite alors à la résidence et à une partie de la vie de loisir (qui devient une catégorie spécifique d'activités). Dans ce cadre, chacun peut alors choisir de privilégier un lieu de relations et de participer ou non à la vie locale. Les relations d'amitié sont dispersées dans l'espace, elles ne se limitent pas aux voisins ni aux parents. Les échanges sont alors spécialisés et se limitent à un type d'activité, de bien ou de service. La spécialisation des échanges crée ou renforce un type de relation sociale. Limitée au temps de l'échange, la relation se termine avec lui. Il y a donc différenciation des rôles et des scènes sociales : cadre dans son entreprise, membre d'un club de tennis, consommateur au bistrot etc. La contrepartie du bien ou du service est immédiate et le plus souvent monétaire ; le maintien de la relation ne se justifie donc pas. On rencontre ainsi, même si ce ne sont que des cas limites, des habitants dont le rapport au village et à la campagne se limite à l'occupation le soir et la fin de la semaine de leur 500 m² entourés de troènes.

Des relations globales et indifférenciées pour les anciens habitants, des relations fragmentées et spécialisées pour les nouveaux. Ce schéma peut séduire. Mais il est en grande partie faux. La spécialisation de l'espace et des échanges est certes confirmée par la venue des rurbains mais elle résulte d'une évolution déjà ancienne. On ne saurait non plus associer village et mode de vie communautaire d'une part, ville et mode de vie individualisé d'autre part. Les deux modes de vie coexistent en ces deux lieux.

Comme on l'a vu, la spécialisation de l'espace villageois comme lieu résidentiel, n'est pas nouvelle. Depuis la fin du siècle dernier, il y a dissociation entre lieu de résidence et lieu de travail pour une large partie des villageois. En 1975, moins de 30% des actifs travaillaient sur place (essentiellement les agriculteurs et les artisans). Leur part continue de diminuer : en 1982, moins d'un actif sur quatre travaille sur place. La forte proportion parmi les nouveaux habitants de femmes ayant une activité professionnelle accentue également la spécialisation de l'usage de l'espace rural. Cette évolution tend également à renforcer l'isolement des retraités. La dispersion des parents, liée à l'élargissement de l'aire de recrutement du conjoint, est elle-même commencée aussi depuis longtemps. Elle se renforce avec l'arrivée des rurbains dont beaucoup n'ont sur place aucun parent.

Mais l'opposition entre les deux types de relations ne recouvre pas la distinction entre anciens et nouveaux habitants. Et à cet égard, les différents groupes sociaux ne sont pas dans le même rapport à la collectivité et à l'espace locaux. Pour certains, les ouvriers en particulier, le recours à la solidarité familiale et de voisinage est nécessaire, voire parfois vital (26) et il n'y a guère de substitution possible, sinon à un coût trop important. Les cas sont nombreux où l'on trouve du travail par le réseau familial. La construction de la maison ou son aménagement se font avec l'aide de la parentèle (27). Les échanges de services sont nombreux et quotidiens (garde des enfants qui permet le travail de la mère, culture du jardin potager par le père pour ses enfants mariés etc.). La recherche d'un lieu de résidence proche de la famille est déterminante, parfois au prix d'un déclassement professionnel ou d'un éloignement du lieu de travail. L'assimilation entre collègues de travail, voisins et parents est parfois remarquable. Il est ainsi certaines familles dont les membres travaillent à la SNCF, d'autres où beaucoup travaillent dans une entreprise de produits chimiques d'un bourg voisin, d'autres encore dont la plupart des membres travaillaient à la « Métal » (28).

Pour un groupe comme celui des ouvriers, la solidarité locale est donc importante ; pour d'autres, elle l'est beaucoup moins. Chez les membres des couches intermédiaires par exemple, on recourra davantage à des prestataires de services spécialisés, locaux ou non (ce sont eux qui se sont mobilisés par exemple pour la création d'une garderie post-scolaire). Mais les relations locales peuvent représenter un « plus » où les représentations de l'espace rural, la « qualité de la vie », c'est à dire aussi la qualité des relations, jouent un rôle dans la détermination des choix.

L'opposition entre les deux types de relations structure les relations entre les individus et les groupes familiaux ; elle structure également les activités organisées. Qu'il s'agisse par exemple de la vie politique locale (29), de la vie religieuse (30), ou de la vie associative. Nous retiendrons ici le cas des associations.

On a souvent interprété l'explosion des créations d'associations dans les années 70-80 comme un signe de revitalisation de la sociabilité (ou de la « société civile »). Or il faut noter que la multiplication du nombre d'associations est étroitement liée au développement des communes suburbaines et périurbaines. Ainsi à Ennevelin, en quinze

ans, onze nouvelles associations ont vu le jour alors que depuis le début du siècle jusqu'aux années 60, treize associations seulement avaient été créées.

Ce développement n'exprime pas tant une reviviscence de l'activité locale que la spécialisation des relations au village. Elle marque une formalisation accrue des relations (être membre, adhérer, respecter des statuts etc). Des activités jusque là peu organisées (par exemple la partie de cartes au bistrot) se font maintenant dans un cadre institutionnalisé (par exemple le club des aînés dans la salle municipale).

Ce développement s'inscrit également dans la spécialisation des activités. Par le passé, les activités associatives locales se partageaient principalement selon un clivage idéologique : d'un côté celles qui relevaient de l'amicale laïque, de l'autre celles qui étaient regroupées dans le cadre de la paroisse. Les mêmes activités, formalisées dans un cadre juridique ou non, étaient organisées dans l'un et l'autre de ces cadres. L'opposition entre les « laïcards » et les « calotins », entre les « blancs » et les « rouges », structure alors la vie du village. Chacun -ou, plus exactement chaque famille- est sommé de choisir son camp. La participation à une activité est associée à une vision du monde et à la référence à un système d'idées.

La multiplication récente des associations s'inscrit quant à elle dans une logique de spécialisation des activités et des publics : vélo, tir, tennis, personnes âgées etc. C'est alors le choix de l'activité qui est privilégié, en fonction des goûts et de contraintes pratiques (les horaires par exemple). La participation à une association ne signifie pas un rapport global au monde et à la collectivité villageoise. A la conviction se substitue la compétence, aux clivages idéologiques se substituent les différences entre activités.

L'instrumentalisation des associations est davantage le fait de ceux qui n'appartiennent à aucun réseau familial, professionnel ou de voisinage, nouveaux arrivants pour la plupart. Ce sont eux, surtout les membres des couches moyennes salariées, qui sont à l'initiative de la création d'associations nouvelles. Celle-ci participe également à la modification des règles du jeu politique local. L'équipe municipale élue en 1983 se présente comme « constituée d'Ennevelinois connus pour leur action dans la vie associative ».

Dans les années 30-50, l'appartenance à une association exprime un engagement total ; elle correspond à une conception de la vie et n'est que l'expression particulière d'une appartenance idéologique et sociale. Dans les années 70, il s'agit d'une relation sociale spécialisée, correspondant au besoin d'un service particulier.

Cependant, qu'il s'agisse de relations formalisées ou non, dans la réalité on ne saurait classer une relation ou une activité concrètes dans l'un ou l'autre type de relations. Par exemple, la vente directe à la ferme s'inscrira pour certains dans le cadre d'un système d'échanges spécialisés, pour d'autres dans un système global d'échanges. Il en est de même pour la participation au culte paroissial. Pour certains la participation à la vie de l'Amicale laïque signifie l'adhésion à un système de valeurs, pour d'autres elle n'est qu'un moyen pratique d'exercer leur activité favorite. De la même façon, la participation à une activité locale fournit à certains, notamment pour ceux qui n'ont pas de famille sur place, l'occasion d'une insertion locale et par là l'accès à des réseaux de relations multifonctionnelles, pour d'autres la relation à la collectivité se limite à cette seule activité.

Ce n'est en tout cas pas la venue de nouveaux habitants qui, comme telle, modifie la qualité des relations locales, même si elle rend plus perceptible les changements en cours. Ceux-ci obéissent à des mécanismes qui dépassent cet événement et qui ont trait

à l'évolution de l'organisation de la production agricole, à la concentration de l'appareil commercial, au développement des communications, à la salarisation d'une part croissante de la population, à l'extension de la scolarisation etc. Anciens et nouveaux sont embarqués dans une histoire commune même si les uns comme les autres perçoivent plus ou moins ces transformations comme liées à la présence de nouveaux venus. La question posée est alors celle de savoir comment vivre ensemble, et, sur la base d'intérêts différents, de savoir comment préserver la communauté locale.

3. Le village représenté

Tous les villageois ne sont pas dans la même situation, tous n'ont pas les mêmes intérêts et tous n'ont pas un rapport semblable à l'espace villageois. Mais beaucoup trouvent un intérêt commun à la défense de l'unité et de l'identité locales et à la neutralisation des facteurs d'éclatement de la collectivité. L'identité locale fait l'objet d'un travail permanent de construction/reconstruction à travers le discours et à travers des pratiques symboliques. A l'affirmation positive de l'identité s'associe le rejet de l'étranger.

Dans les discours villageois sur le village, le passé est mythifié comme le temps de la communauté et de la bonne entente et si les anciens évoquent les difficultés des conditions passées de vie et de travail, c'est aussitôt pour leur associer les valeurs du courage et de la solidarité, opposées, selon eux, au manque d'ardeur au travail et à l'individualisme actuels. La représentation du passé du village oblitère les anciens conflits.

Et c'est par la référence au passé (« ici, c'est toujours un village »), que tente de se constituer la représentation de la situation actuelle et du devenir de la commune (31). « Ennevelin d'hier et d'aujourd'hui » : l'expression ne signifie pas l'absence de changements mais sans doute que ce qui, pour l'essentiel, faisait hier le village subsiste encore aujourd'hui et que, malgré les transformations, il s'agit toujours du même village.

Dans les propos tenus par les uns et les autres, sont souvent évoqués plusieurs symboles, en particulier celui de l'église. Celle-ci est un signe du lien entre le passé et le présent et de la permanence de l'identité villageoise : « parmi toutes les racines, les plus profondes, celles du plus bel arbre du village, sont bien celles de l'église » (32). Sa réfection a rassemblé beaucoup de monde et mobilisé beaucoup d'énergies ; les kermesses permettent de rembourser les emprunts contractés et de continuer l'amélioration du bâtiment. Autour de ce monument du XV^e siècle, tous, ou presque tous, se reconnaissent, quelles que soient leurs opinions et leurs pratiques religieuses.

Autre symbole : celui de la boulangerie. La fabrication du pain « à l'ancienne », le cadre désuet du magasin contribuent à singulariser le village par rapport aux bourgs environnants. Les images de l'église et de la boulangerie sont d'ailleurs largement colportées à l'extérieur. Elle se retrouvent dans l'affirmation de la singularité du lieu dans l'expression fréquemment reprise : « ici, ce n'est pas pareil ».

C'est également dans certaines manifestations collectives de création récente qui doublent les fêtes traditionnelles, dont certaines sont tombées en désuétude, que s'observent des tentatives de construction d'une identité locale à partir de la référence au passé et de la re-crédation d'une ruralité perdue (33). Ainsi, depuis quelques années a été organisé plusieurs fois un carrousel à l'ancienne. On renoue par là avec une tradition disparue depuis les années 30. C'est « une plongée au coeur d'un Ennevelin que l'on ne connaissait plus que par les souvenirs des anciens du village, lesquels souvenirs

ne demandaient qu'à ressurgir » (34). Dans cette fête, des habitants du village jouent au carrousel mais surtout ils mettent en scène le village passé en se déguisant. L'ancien carrousel était l'occasion pour les cultivateurs de manifester à l'ensemble du village leur rang et leur fortune, dans la décoration de leur équipage notamment. Les autres habitants n'étaient alors que spectateurs. Cette mise en scène de la différence sociale se retrouve dans certaines fêtes actuelles. Mais dans le nouveau carrousel, elle est jouée. Les statuts sont inversés : les nouveaux habitants jouent les notables du début du siècle, des hommes sont déguisés en femmes, des femmes en hommes, les gens du bourg jouent les paysans des hameaux, les gens connus sont le petit peuple, un responsable de l'amicale laïque a revêtu la soutane du curé...(35). La vie collective est ainsi jouée mais c'est aussi dans ces célébrations qu'elle se construit : « C'est bien ce fameux esprit de terroir, le moteur de ces journées fastes où on entretient la solidarité des gens de pays, leur fierté » d'en être aussi, et, bien sûr, leurs capacités d'entreprendre pour faire mieux et plus grand » (36).

Mais les fêtes et la mise en scène d'une communauté rurale imaginée (artisanat, jeux du passé, tenues anciennes etc.) (37) n'ont pas le même sens pour tous. Pour les acteurs de la fête, la solidarité ainsi exprimée et mise en oeuvre fait partie du bien-vivre qu'ils sont venus chercher au village. Mais pour d'autres, souvent seulement spectateurs, la solidarité locale, qui est souvent aussi solidarité familiale, se situe dans l'ordre de la nécessité. Cependant, dans ces grandes manifestations d'identité collective locale, ces différences, bien que visibles, sont refusées. Dans la fête, tous sont acteurs, non dans les faits, du moins dans l'idéal. Il s'agit pour certains habitants de bien marquer la ruralité de cet espace, de bien le distinguer de la ville, non pas tant dans ses aspects physiques que dans l'idéal de vie qu'elle représente. Il s'agit bien de constituer cet espace de récréation (38) où les conflits sociaux, les différences de classes et la spécialisation des relations sociales sont pour un temps, en un lieu, effacées. Ceci est vrai dans les fêtes mais aussi dans des pratiques plus quotidiennes. (Et chacun d'évoquer les relations qu'il entretient avec tel autre, d'une position socialement plus élevée, dont il peut se targuer d'avoir l'amitié : « untel, il n'est pas fier »).

Cette harmonie a aussi sa figure négative, celle de l'étranger. Dans les discours locaux, la distinction entre étrangers et gens du village revient fréquemment (39). L'étranger n'est pas défini ici par une nationalité différente. Il s'agit couramment du nouveau venu dans la commune. On l'oppose au natif et au familial.

L'étranger est « attaché à un groupe spatialement déterminé mais sa position dans le groupe est essentiellement déterminée par le fait qu'il ne fait pas partie de ce groupe depuis le début, qu'il y a introduit des caractéristiques qui ne lui sont pas propres et qui ne peuvent l'être » (40). L'étranger habite donc bien le village mais il y vit autrement. En d'autres termes, c'est celui qui ne respecte pas les règles de la réciprocité des échanges. Il y garde sa liberté. Les relations d'échange qu'il aura avec d'autres habitants seront marquées par l'usage de l'argent. L'étranger est donc spatialement proche mais socialement loin : « la distance à l'intérieur de la relation signifie que le proche est lointain mais le fait même de l'altérité signifie que le lointain est proche » (41).

Le nouveau venu est donc le premier auquel peut être associée l'image de l'étranger. Il est arrivé récemment, il n'est pas connu, il appartient à un autre groupe social et a d'autres habitudes de vie. Il n'offre pas prise à la contrainte du groupe. Sa présence est donc vécue comme menaçante pour ceux pour lesquels le respect des règles d'échange est vital et pour lesquels il n'y a pas d'alternative à l'insertion dans ce lieu. L'étranger est symboliquement exclu par son incapacité à ou son refus de la réciprocité, de

communiquer. C'est à ses dépens que se feront les dénonciations auprès des autorités extérieures à la collectivité locale (recours à la gendarmerie ou à la justice en cas de litige ou de pratique illégale, comme le travail noir).

Plus globalement, la présence des « étrangers » est vue comme la cause des changements vécus négativement par la collectivité villageoise par rapport à un passé idéalisé d'interconnaissance et de bonne entente. Il est le bouc-émissaire d'un changement (42) dont les caractéristiques et les causes dépassent de loin la venue de la ville de nouveaux habitants et auquel tous les habitants participent de près ou de loin. Si l'opposition étranger-natif permet au discours indigène sur l'évolution du village de s'organiser, il serait vain pour l'observateur de vouloir classer les villageois selon cette distinction. Eux-mêmes auraient d'ailleurs de la peine à le faire.

L'opposition entre étrangers et natifs tend à occulter d'autres oppositions et à « renforcer l'image de la communauté paysanne comme société égalitaire et unanime » (43), qu'il s'agisse d'oppositions entre groupes sociaux, perceptibles par exemple dans la chasse ou dans la pratique sportive, ou qu'il s'agisse d'oppositions entre générations, car ce sont les comportements des propres enfants des anciens du village qui marquent le changement de la vie locale.

Mais le nouveau venu ne reste pas forcément toujours un « étranger ». Si les droits liés à la naissance demeurent forts (44), ils ne sont pas les seuls. Celui qui donne des gages d'intégration à la collectivité pourra être considéré comme un natif, comme un familier.

A la métaphore négative de l'étranger s'oppose en effet celle, positive, du familier, du parent. « Ici on est tous de la même famille », « je suis une enfant du village », entend-t-on dire souvent. Cette famille est elle-même idéalisée. Cette figure rhétorique évacue les conflits locaux, notamment entre parents. Des nouveaux venus, qui ne sont unis à personne par des liens du sang ou de l'alliance, peuvent être reconnus comme des familiers, presque comme des parents (45). A l'inverse, des parents peuvent ne plus être considérés comme membres de la famille. Les limites de la parenté sont aussi celles de la communication et de l'échange.

L'opposition discursive entre les étrangers et les familiers évoque bien les modes de relation au village. « Toute classification, dès lors qu'elle met en jeu des groupes humains en contact plus ou moins permanent, n'est pas un simple (ou complexe) découpage intellectuel du monde, mais aussi une charte, un code de conduites -de bonne conduite- dont le but tend à régler les droits, les devoirs et les préséances de chacun des partenaires à l'occasion de rencontres solennelles ou fortuites, sacrées ou profanes. » (46). Ce qui est en jeu dans ces discours et dans ces pratiques, c'est bien la cohésion du groupe.

La tendance à la réduction de l'espace villageois au seul usage résidentiel et récréatif n'évite pas tous les conflits mais elle permet aux habitants de se représenter plus facilement ce lieu en faisant dans une certaine mesure abstraction des conflits de classes et des différences sociales importées des situations de travail. Le recours à un passé idéalisé et l'imputation des transformations menaçantes à la présence « d'étrangers » permettent que les relations soient vécues sur le modèle de la communauté.

Conclusion

Il n'est pas écrit d'avance que les transformations qu'ont connues durant ces deux dernières décennies les villages péri-urbains se poursuivront dans les années qui viennent. On a pu observer ces derniers temps un reflux de rurbains vers les centres-villes. L'éloignement des équipements culturels, les contraintes liées aux déplacements nombreux qu'impliquent le choix de résider à la campagne conduisent certains à de nouvelles évaluations. D'un point de vue collectif, le coût de cette urbanisation périphérique n'a pas toujours été apprécié correctement par les municipalités et il est possible que certains choix antérieurs soient mis en question.

On ne saurait en tout cas comprendre l'histoire de ces sociétés péri-urbaines comme un processus linéaire. La vie péri-urbaine combine en permanence les deux types de socialités de la communauté traditionnelle et de la société industrielle. Les tentatives de retour symbolique à une vie passée imaginée ne sont pas simplement voilées jetées sur la dureté des conditions de la vie moderne, pure compensation, mais elles participent bien également à la définition des relations locales et, au delà de celles-ci, à la façon dont les habitants peuvent se situer en dehors de la scène villageoise. De ce point de vue, on ne saurait classer les habitants, anciens ou nouveaux, suivant les types de socialités.

Dans les cas extrêmes, l'un des deux types de relations tendra à prévaloir largement mais dans les positions intermédiaires du continuum évoqué au début de cet article, il existe une multiplicité de combinaisons de ces types de relations. La vie péri-urbaine, résultat de la dernière étape de l'urbanisation, est bien une de ces situations intermédiaires où il est clair que l'on n'est plus dans la ville sans être déjà à la campagne. Mais les conclusions de l'analyse menée à partir de l'observation d'un village péri-urbain pourraient aussi être vérifiées dans l'analyse des relations sociales dans un quartier d'une grande ville. La transformation des relations dans les villages et dans les agglomérations urbaines participent à une évolution générale qui tend à les faire se ressembler toujours davantage. Toutefois les images et les mythes associés à la campagne et à la ville continuent de marquer les comportements, en matière de choix de résidence notamment. L'utilisation de l'image du village dans le langage de la publicité, politique ou immobilière, indique bien la force de ce mythe d'une société d'interconnaissance et sans conflit.

NOTES

- (1) Bruno Duriez est sociologue, chercheur au CNRS, CLERSE, Université de Lille I. Marc Fourdrignier est sociologue, formateur-chercheur à l'IPFSES de Reims.
- (2) La mesure du phénomène dépend bien entendu fortement de la définition des catégories statistiques utilisées : comment distinguer clairement une commune urbaine d'une commune rurale? Les évolutions récentes de l'urbanisation ont aussi mis en question les classements traditionnels.
- (3) Cf. Macrakis (Bénédicte), « La stagnation de la population Nord-Pas-de-Calais est confirmée », *Recensement de population de 1982, premiers résultats*, INSEE, Observatoire économique régional du Nord-Pas-de-Calais, juillet 1982.
- (4) Le présent article s'appuie sur une recherche qui avait ce village comme terrain d'enquête. Ce travail a bénéficié du concours du Conseil régional du Nord-Pas-de-Calais. Il a donné lieu à un rapport: *Liens de parenté et réseaux de relations dans un village péri-urbain. Ennevelin de la fin du XIX^e siècle à aujourd'hui*, CRAM/CLERSE, 1985.
- (5) « Des combats de mots, fondés plus ou moins solidement sur des tentatives de réflexion théorique, sont allés plus vite que l'analyse ». Brun (Jacques), « Nouvelles approches », dans *Histoire de la France urbaine. La ville aujourd'hui*, Le Seuil 1985 (tome 5), p. 372.
- (6) Bauer (Gérard) et Roux (Jean-Michel), *La rurbanisation ou la ville éparpillée*, Le Seuil, 1976.
- (7) Brun (Jacques), op cité.
- (8) Dans : « Campagnes suburbaines, villes s'éparpillant. Que connaît-on du phénomène »rurbain« ? », *Economie rurale*, 117, janvier 1977. D'autres distinguent la rurbanisation de l'urbanisation en la définissant comme « le développement de villages, aux noyaux souvent anciens, situés à proximité de villes dont ils constituent des banlieues. (L'habitat généralement à prépondérance pavillonnaire, est trop lâche pour que l'on puisse parler d'urbanisation) » (*Grand dictionnaire encyclopédique Larousse*). L'index thématique de *L'histoire de la France urbaine* fait quant à lui figurer le terme de rurbanisation dans le thème de l'urbanisation.
- (9) Chamboredon (Jean-Claude), « Nouvelles formes de l'opposition ville-campagne », *Histoire de la France urbaine. La ville aujourd'hui*, op cité, p. 557-573.
- (10) *ibid.*
- (11) Cf. notamment Bodiguel (Maryvonne), *Le rural en question. Politiques et sociologues en quête d'objet*, L'Harmattan, 1986 (coll Alternatives paysannes).
- (12) Ce caractère distingue ce village de nombreux autres villages voisins. Dans ceux-ci, l'expansion s'est faite par la création d'un ou de quelques gros lotissements dont la population équivalait ou parfois dépasse la population ancienne. Ici, les lotissements de taille modeste -8, 10 maisons, ou guère plus- sont intercalés dans le bâti pré-existant. Ceci n'est pas sans influence sur les relations sociales locales et sur l'image qu'ont les habitants de l'espace local.
- (13) Sur ce point voir par exemple : *Autrement*, Avec nos sabots. La campagne rêvée et convoitée, 1978, 14.
- (14) Avec, entre autres, les villagexpos et le concours de la maison individuelle (1968) (les fameuses « chalandonnettes »). Cette incitation va de pair avec la condamnation par les autorités politiques de l'urbanisation des grands ensembles, considérés comme la source de tous les maux : « L'urbanisme de demain doit être celui que souhaitent les Français, c'est à dire le développement et la multiplication dans les villages et les petites villes des maisons individuelles » (Albin Chalandon, alors ministre de l'équipement et de l'urbanisme (« Le logement en maisons individuelles », *Construction-Aménagement*, n°41, septembre 1970). Ce discours n'est certes pas nouveau. Mais la nécessité de construire dans les deux décennies précédentes rapidement beaucoup de logements avait imposé la construction de grands ensembles collectifs.
- (15) Si, pour certains, l'accès à ce type de logement représente l'aboutissement d'une carrière résidentielle, pour d'autres il n'est qu'une étape. Selon le type de logements construits, la localisation du village et la proximité de certaines voies de communication, non seulement les caractéristiques des populations nouvelles changent mais aussi leur mobilité. De toute façon, la mobilité varie selon le groupe social et l'âge. On ne peut donc parler des « rurbains » en général, sans tenir compte de leur diversité, même s'ils ont en commun un certain nombre de traits.
- (16) Le taux annuel moyen est de 23,5% entre 1975 et 1982.
- (17) Dans ce calcul, sont comptés en 1982 comme résidant déjà dans la commune en 1968 les enfants nés de parents résidant dans la commune en 1968.
- (18) Pour reprendre le beau titre de l'ouvrage de Gérard Bouchard, *Le village immobile. Sennely-en-Sologne au XVIII^e siècle*, Plon, 1972 (coll Civilisations et mentalités).
- (19) Brun (Jacques), op cité, p. 375.
- (20) Sur cette question, cf. Dorchies (Etienne), *L'industrie à domicile de la confection de vêtements pour hommes dans la campagne lilloise*, Lille, 1907.
- (21) Cette situation n'est pas propre à ce village. Cependant, à la différence d'autres villages, il n'y a pas ici d'usine. On a trop peu étudié le développement de la main d'oeuvre ouvrière rurale et on a souvent trop simplement assimilé industrialisation et extension des grandes agglomérations. L'industrie rurale et le développement de la population ouvrière rurale ne sont pas seulement caractéristiques de la phase de la proto-industrialisation. En particulier, le travail à domicile se maintient très avant dans le XX^e siècle.
- (22) Un couple est dit endogame lorsque les deux conjoints sont nés dans une même aire géographique, ici la commune.
- (23) Germani (Gino), *Politique, société et modernisation*, Duculot, 1972, p. 131 et ss. L'opposition de Gino Germani peut être rapprochée de la distinction établie par Fernand Tönnies entre communauté et société (*Gemeinschaft und Gesellschaft*, 1887 ; traduction française : *Communauté et société*, Paris, PUF, 1944 (Retz-CEPL, 1977).
- (24) Mendras (Henri), *La seconde révolution française, 1965-1984*, Gallimard, 1988, p.33.
- (25) Guy Barbichon, Geneviève Delbos et Patrick Prado évoquent également ces tentatives d'échapper au regard collectif permanent en déménageant (*L'entrée dans la ville. Migrants d'origine rurale, migrants d'origine urbaine dans deux situations de croissance urbaine*, Paris, Centre d'ethnologie française, 1974. (Les deux agglomérations étudiées sont Lorient et de Dunkerque.)
- (26) Sur ce point nous rejoignons les conclusions d'autres recherches, en particulier de celles d'Agnès Pitrou (*Vivre sans famille. Les solidarités familiales dans le monde d'aujourd'hui*, Privat, 1978).